

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 janvier 2025
(Convocation du 22 janvier 2025)

Aujourd'hui, le 29 janvier 2025 à 14h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	27
• Voix	161
Pouvoirs	
• Nombre	5
• Voix	57
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	32
• Voix	218
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel, M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Jean-Yves Arrestat, M. Francis Betbeder, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Jean-Marc Lescoute, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, M. Jean Arriubergé, M. Gérard Castet, M. Julien Dubois
- Pour les communautés de communes membres : M. Laurent Nolibois

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Fabienne Costedoat-Diu, Mme Véronique Thirault, M. René Castets, M. Francis Dupouey, M. Bernard Pouban, M. Marc Saint-Estevan,
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo,
- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna, M. Philippe Baron, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Marc Mabillet, M. Christophe Pugnetti,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Christian Ducos

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Ressources humaines - Régime indemnitaire - modification des conditions de maintien en cas d'absence (congé de longue maladie et congé de grave maladie)

Exposé des motifs :

L'article L.714-4 du code général de la fonction publique dispose que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics fixent les régimes indemnitaires, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'Etat.

Ainsi, dès lors qu'un texte prévoit les conditions de modulation ou de suppression d'une prime pendant les absences, les employeurs territoriaux sont alors tenus de les appliquer.

Par exemple pour les congés de maternité, naissance, pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, d'adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant, l'article L.714-6 du code général de la fonction publique impose que les primes soient maintenues dans les mêmes proportions que le traitement.

En revanche, en l'absence de dispositions spécifiques, il appartient à la collectivité de déterminer les modalités de maintien des primes en cas d'absences.

Compte tenu du principe de parité, ces modalités ne doivent pas être plus favorables que celles prévues dans la fonction publique de l'État.

Au sein de la fonction publique de l'État, le dispositif de maintien des primes en cas d'absence est prévu principalement par le décret n°2010-997 du 26 août 2010.

Jusqu'à présent, ce décret prévoyait qu'en cas de placement en congé de longue maladie (CLM), de grave maladie (CGM) ou de longue durée (CLD), le versement du régime indemnitaire était suspendu.

Une collectivité territoriale ne pouvait donc pas prévoir le maintien des primes à un agent pendant l'un de ces congés. Tout au plus, elle pouvait indiquer, qu'en cas de placement rétroactif en congé de longue maladie ou de longue durée, les primes et indemnités versées au fonctionnaire durant son congé de maladie ordinaire lui demeuraient acquises (article 2 du décret n°2010-997 du 26 août 2010).

Désormais, conformément à l'accord interministériel du 20 octobre 2023 et à l'article L.822-8 du code général de la fonction publique, le décret n°2024-641 du 27 juin 2024 est venu améliorer les garanties de prévoyance dans la fonction publique de l'État.

Il modifie notamment, les dispositions du décret du 26 août 2010, afin de prévoir que, pendant les périodes de congé de longue maladie (CLM) et de congé de grave maladie (CGM), les fonctionnaires de l'État bénéficieront du maintien du régime indemnitaire dans les proportions suivantes :

- 33 % la première année ;
- 60 % les deuxième et troisième années.

En revanche, les primes resteront suspendues en cas de placement en congé de longue durée (CLD).

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L.714-1 et L.714-4 à L.714-13,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 modifié du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 17/12/2024,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de maintenir l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et le complément indemnitaire annuel (CIA) durant certaines situations de congés et périodes comme suit :

Type de congés/périodes	Sort de l'IFSE et du CIA
<ul style="list-style-type: none"> - service à temps partiel pour raison thérapeutique - période de préparation au reclassement - congé d'invalidité temporaire imputable au service - congé annuel - congé de maladie ordinaire - congé de maternité - congé de naissance - congé pour l'arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption - congé d'adoption - congé de paternité et d'accueil de l'enfant 	Maintien dans les mêmes proportions que le traitement
<ul style="list-style-type: none"> - congé de longue maladie - congé de grave maladie 	Maintien à hauteur de : <ul style="list-style-type: none"> • 33% la première année • 60% les deuxième et troisième années <i>(Cependant, lorsque l'agent est placé en congé de longue ou grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises)</i>
<ul style="list-style-type: none"> - congé de longue durée 	Suspension <i>(Cependant lorsque l'agent est placé en congé de longue durée à la suite d'une période de congé de longue maladie rémunérée à plein traitement, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de longue maladie lui demeurent acquises)</i>

- d'appliquer ces dispositions à partir du 1^{er} février 2025,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 janvier 2025 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE